



3

PATENT
IN THE UNITED STATES PATENT AND TRADEMARK OFFICE

In re Application of:)
Bruno GRENDENE)
Serial No. 09/916,650)
Filed: July 30, 2001)
For: METHOD AND DEVICE FOR)
DETECTING THE BLOCKING OF A)
STEPPER MOTOR)

Atty. Dkt. No.: 1200.513

Honorable Commissioner
of Patents and Trademarks
Washington, D.C. 20231

RECEIVED
APR 09 2002

OFFICE OF PETITIONS

PETITION FOR FILING BY ASSIGNEE UNDER 37 C.F.R. §1.47(b)

Sir:

Valeo Climatisation as the party to which the invention disclosed and claimed in said Patent Application rightfully belongs, hereby petitions the Commissioner to accept the filing of the above-identified U.S. Patent Application by the party having sufficient proprietary interest, Valeo Climatisation, under 37 C.F.R. §1.47(b).

The Declaration of Michel Gerard, attached hereto as Exhibit A provides proof of the pertinent facts concerning the efforts made to contact the inventor Bruno GRENDENE and join in the application, and establishing that Valeo Climatisation has a sufficient property interest in this matter to make application on behalf and as agent for

04/05/2002 SLUANG1 00000077 09916650

01 FC:122

130.00 0P

the inventor, Bruno GRENDENE. The Declaration further shows that this action is necessary to preserve the rights of Valeo Climatisation and prevent irreparable damage.

The name and most recently known address of the inventor of this application is as follows:

Mr. Bruno GRENDENE
46 rue Paul Eluard
91390 Morsang S/Orge
France

The above-captioned patent application contains an invention for which Mr. Bruno GRENDENE is the sole inventor. Mr. GRENDENE's invention set forth in this application occurred during and within the scope of his employment with Valeo Climatisation and well prior to the date Mr. GRENDENE's left his employment with Valeo Climatisation. As indicated in the attached declaration of Michel Gerard (Exhibit A), Mr. GRENDENE's was employed at Valeo Climatisation from October 9, 1999 through September 5, 2001. As indicated on the priority document, French Patent Application No. 0010249 was filed on August 3, 2000 (certified copy of which was filed in the above referenced application with the U.S.P.T.O on July 30, 2001) well within Mr. GRENDENE's employment with Valeo Climatisation.

As indicated in Michel Gerard's affidavit (Exhibit A) Mr. GRENDENE was and remains obligated to assign the above referenced application to Valeo Climatisation as further supported by an employment agreement Exhibit 1.

As evidence by the attached several emails and certified correspondence (Exhibit B), great lengths were attempted to obtain the signature and cooperation of the inventor

Mr. GRENDENE. However, Mr. GRENDENE has refused to cooperate and to date, Valeo Climatisation has received no response.

The attempts made by Valeo Climatisation to obtain Mr. GRENDENE 's cooperation and join in the above-captioned patent application are detailed in the attached Exhibits A & B.

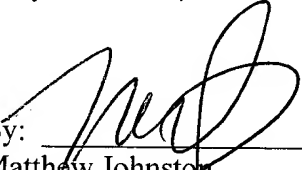
Because Mr. GRENDENE has refused to cooperate and otherwise has failed to respond to Valeo Climatisations' requests, the attached declaration signed by Michel Gerard should be accepted in the absence of the inventor and allow the prosecution of the above captioned invention to preserve Valeo's proprietary interest. Attached hereto is a statement of Michel Gerard stating that he is authorized to sign the declaration on behalf of Valeo Climatisation. Valeo Climatisation is believed to be entitled to make such application on behalf of and as agent for the inventor, Mr. GRENDENE, pursuant to 37 C.F.R. §1.47(b), because the sole inventor Mr. GRENDENE was employed by Valeo Climatisation at the time the invention was made and under an obligation under an employment agreement (Exhibit 1) to cooperation in the above referenced application. Thus Valeo Climatisation has a propriety interest in the invention.

Valeo Climatisation therefore respectfully requests that the Commissioner accept the filing of the above-identified U.S. Patent Application by Valeo Climatisation as the party to which the invention disclosed and claimed in said patent application belongs, and on behalf of the sole inventor Dirk GRENDENE under 37 C.F.R. §1.47(b). The required fee pursuant to 1.17(h) is enclosed. The Commissioner is however, hereby authorized to charge Applicant's representative's charge account 50-0548 for any deficiencies.

Should the examiner believe further discussion regarding the above claim language would expedite prosecution they are invited to contact the undersigned at the number listed below.

Respectfully submitted,

Date: April 5, 2002

By: 
Matthew Johnston
Registration No. 41,096
Attorney for Applicant

LINIAK, BERENATO, LONGACRE &
WHITE
6550 Rock Spring Drive
Suite 240
Bethesda, Maryland 20817
(301) 896-0600

**THERMIQUE
HABITACLE**



8, rue Louis Lormand
B.P. 13
78321 La Verrière Cedex
France
Tél. (33) 01 34 61 57 00
Télex : 697 977 F
Fax : (33) 01 30 50 28 98

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Société **VALEO CLIMATISATION SA**, au capital de 852 000 900 F. Dont le siège est situé à La Verrière, 8 rue Louis Lormand désignée ci-après par le terme "La Société"

d'une part,

et **Monsieur Bruno GRENDENE**
demeurant **La Petite Hogue** - 78610 AUFFARGIS
N° Sécurité Sociale : 1 71 01 91 326 011 50

Nationalité : **Française**

désigné ci après par le terme "**intéressé**"

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

L'intéressé est engagé au service de la Société à compter du **4 Octobre 1999** en qualité de :

**INGENIEUR ARCHITECTURE ELECTRIQUE
ACTIONNEURS ET CAPTEURS
au sein de la Direction Recherche et Développement
Branche Thermique Habitable - Etablissement de La Verrière,**

Classification : position II de la Convention Collective des Ingénieurs et Cadres de la Métallurgie de la Région Parisienne du 13 mars 1972 modifiée le 12 Septembre 1983 et le 25 Janvier 1990, ce qui correspond à la position 2 des politiques et procédures du Groupe.

ARTICLE 1 - REMUNERATION

En rémunération de ses services, l'intéressé aura droit à un traitement brut fixe annuel forfaitaire de :
230 000 FF

Ce traitement lui sera payé en douze mensualités représentant chacune 1/12e de ce traitement brut fixe annuel.

Les horaires de travail seront ceux de l'entité d'appartenance de l'intéressé.

VALEO CLIMATISATION
Siège social
8, rue Louis - Lormand - B.P. 13
78321 La Verrière Cedex - France
S.A. au capital
de 852 000 900 Francs
RCS Versailles B 399 357 623

RECEIVED
APR 09 2002
OFFICE OF PETITIONS

VS
Bg

ARTICLE 2 - LIEU DE TRAVAIL ET DEPLACEMENTS

L'intéressé exercera ses fonctions à La Verrière ou dans tout autre établissement du Groupe en France, dans le cadre de l'article 3 du présent contrat.

Compte tenu de ses responsabilités, l'intéressé sera amené à effectuer des déplacements de fréquence et de durée variables tant en France qu'à l'étranger.

ARTICLE 3 - MOBILITE

La Société aura toujours le droit, si elle le juge bon, et quand elle le voudra, de modifier l'affectation de l'intéressé et d'employer ses capacités dans d'autres fonctions sans que cela puisse être considéré par le dit intéressé comme une modification d'un élément fondamental de son contrat de travail, étant entendu que la rémunération qui vient d'être stipulée à son profit ne saurait, de ce fait, être diminuée.

ARTICLE 4 - DUREE ET PREAVIS

La présente convention commencera à courir le 4 octobre 1999 et est conclue sans limitation de durée. Chacune des deux parties se réserve mutuellement le droit de mettre fin au contrat immédiatement et sans indemnité en cas de faute grave de l'autre partie ou de force majeure.

La durée de ce préavis est de 3 mois en vertu de celle prévue par la Convention Collective Nationale des Ingénieurs et Cadres de la Métallurgie de la région parisienne du 13 Mars 1972 modifiée le 12 Septembre 1983 et le 25 Janvier 1990.

ARTICLE 5 - PERIODE D'ESSAI

La durée de la période d'essai est fixée à trois mois à compter de la date d'embauche. A l'expiration de cette période, la Société fera connaître à l'intéressé si il prend rang définitivement parmi son personnel ou si elle estime devoir reconduire la période d'essai par une nouvelle tranche de trois mois.

Au cas où pour quelque cause que ce soit la période d'essai viendrait à être suspendue ou interrompue, la période définie au paragraphe précédent serait prolongée d'une durée égale à celle de l'interruption.

ARTICLE 6 - ORGANISME DE PROTECTION SOCIALE - REGIME DE RETRAITE

L'organisme de protection sociale auprès duquel l'intéressé a fait l'objet d'une déclaration préalable à l'embauche est : **URSSAF de PARIS - GROUPE D.P.A.E. - 3, rue Franklin - 93559 MONTREUIL CEDEX**

L'intéressé sera admis à compter de son engagement au bénéfice du régime de retraite complémentaire par affiliation au : **Groupe Malakoff - 15, avenue du Centre - 78281 SAINT QUENTIN EN YVELINES**

Nous rappelons à l'intéressé que conformément à la loi n° 78-17 du 06/01/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, il pourra interroger l'URSSAF dont l'identité figure sur le présent contrat,

TC
34

sur les informations nominatives préalables à l'embauche et, le cas échéant, en obtenir communication.

L'intéressé pourra également exiger de cet organisme que soient rectifiées les informations qui seraient inexactes ou incomplètes.

ARTICLE 7 - EXCLUSIVITE

L'intéressé est employé à plein temps : ce contrat est exclusif de tout engagement avec un autre employeur. Les résultats de tous les travaux ou études qu'il pourrait exécuter intéressant les divers domaines d'activité de la Société appartiendront de plein droit à celle-ci.

ARTICLE 8 - SECRET PROFESSIONNEL ET NON-CONCURRENCE

L'intéressé est tenu aux obligations de secret professionnel et à l'interdiction de concurrence :
Le jour où il quittera, pour quelque motif que ce soit, le service de notre Société, **Monsieur Bruno GRENDENE**, s'interdit expressément de lui faire concurrence directement ou indirectement ; il ne pourra pas, par exemple, entrer ou prendre un intérêt quelconque, directement ou indirectement, dans une affaire installée en France ou à l'étranger pouvant concurrencer Valeo dans les diverses activités que celle-ci a exercées ou étudiées avec son concours.

La durée de cette interdiction ne pourra excéder une durée de 1 an, renouvelable une fois, à compter de la cessation des fonctions de **Monsieur Bruno GRENDENE**.

La décision de renouveler ou non la clause pour une période supplémentaire d'un an sera notifiée à l'intéressé un mois avant l'arrivée du terme de la première période.

En contrepartie de cette interdiction de concurrence, et pendant toute sa durée, notre Société devra verser à **Monsieur Bruno GRENDENE** une indemnité mensuelle spéciale égale à 5/10^e de la moyenne mensuelle des appointements ainsi que des avantages et gratifications contractuels, dont **Monsieur Bruno GRENDENE** aura bénéficié au cours de ses 12 derniers mois de présence dans l'établissement. Toutefois, dans le cas de licenciement non provoqué par une faute grave, cette indemnité mensuelle est portée à 6/10^e de cette moyenne tant que l'intéressé n'aura pas retrouvé un nouvel emploi et dans la limite de la durée de non-concurrence.

L'indemnité mensuelle prévue ci-dessus étant la contrepartie du respect de la clause de non-concurrence, elle cessera d'être due en cas de violation par l'intéressé, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Il est entendu que notre Société pourra supprimer la période de non-concurrence fixée ci-dessus et par suite n'être tenue à aucune indemnité prévue ci-dessus à ce titre sous condition de prévenir **Monsieur Bruno GRENDENE**, par écrit dans les 8 jours qui suivront la notification de la rupture du contrat de travail.

ARTICLE 9 - CLAUSE CONCERNANT LES INVENTIONS ET BREVETS

Les résultats de tous les travaux et études que le signataire pourrait exécuter intéressant les divers domaines d'activité de la Société appartiendront de plein droit à celle-ci.

TC
Bj



Les inventions des ingénieurs et cadres sont régies par les dispositions de la loi 68-1 du 2 Janvier 1968 sur les brevets d'invention, modifiée par la loi n° 78-742 du 13 Juillet 1978, ainsi que par les dispositions des décrets d'application de cette législation.

Lorsqu'un employeur confie à un ingénieur ou cadre une mission inventive qui correspond à ses fonctions effectives, des études ou recherches, à titre permanent ou occasionnel, exclusif ou non exclusif, les inventions dont le salarié serait l'auteur dans l'exécution de cette mission, de ces études ou recherches sont la propriété de l'employeur, conformément au paragraphe 1 de l'article 1er ter de la loi n° 68-1 du 2 Janvier 1968 modifiée.

L'auteur de l'invention est mentionné comme tel dans le brevet, sauf s'il s'y oppose.

La rétribution de l'ingénieur ou cadre tient compte de cette mission, de ces études ou recherches et rémunère forfaitairement les résultats de son travail.

Toutefois, si une invention dont le salarié serait l'auteur dans le cadre de cette tâche, présentait pour l'entreprise un intérêt exceptionnel dont l'importance serait sans commune mesure avec le salaire de l'inventeur, celui-ci se verrait attribuer, après délivrance du brevet une rémunération supplémentaire pouvant prendre la forme d'une prime globale versée en une ou plusieurs fois.

L'ingénieur ou cadre, auteur d'une invention entrant ou non dans les prévisions des deux alinéas précédents, doit en informer immédiatement son employeur conformément au paragraphe 3 de l'article 1er ter de la loi du 2 Janvier 1968 précitée. Il s'interdit toute divulgation de cette invention.

ARTICLE 10 - CONVENTION COLLECTIVE

Les points non directement traités dans le présent contrat sont régis par la Convention Collective de la Métallurgie de la région parisienne applicable aux Ingénieurs et Cadres ou par toute disposition interne (Conventions Professionnelles, Accords d'Entreprise) au moins aussi favorable.

Fait en double exemplaire, dont un pour chacune des parties

La Verrière, le 1^{er} octobre 1999

Pour la Société

Isabelle TROQUET
Responsable Ressources Humaines
Etablissement de La Verrière

L'intéressé

Monsieur Bruno GRENDENE
Signature précédée de la mention
"Bon pour Accord"



Ludovic PONCIN

21/12/2000 10:41:42

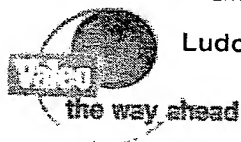
Pour : Stephanie BERAUD/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Michel
GERARD/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO

cc :

Objet : DECLARATIONS D'INVENTIONS DE SERVICE

Pour vos dossiers respectifs.

----- Envoyé par Ludovic PONCIN/Laverriere/VCC/VALEO le 21/12/2000 10:38 -----



Ludovic PONCIN

21/12/2000 10:37:46

Pour : Bruno GRENDENE/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
cc : Andrea CASTELLANI/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Christophe
BRUZY/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
Objet : DECLARATIONS D'INVENTIONS DE SERVICE

Monsieur,

Vous trouverez, ci-après, un courrier que nous venons également de vous faire parvenir par envoi recommandé avec accusé de réception.



lettre.doc

Salutations.

Ludovic Poncin
Responsable Ressources Humaines

RECEIVED
APR 09 2002
OFFICE OF PETITIONS

La Verrière, le 21 décembre 2000

Monsieur Bruno GRENDENE
La Petite Hogue
78610 AUFFARGIS

E-mail et Lettre recommandée avec AR

OBJET : Déclarations d'inventions de service
(Liste sur tableau joint)

RECEIVED
APR 09 2002
OFFICE OF PETITIONS

Monsieur,

A quatre reprises, vous avez effectué des déclarations d'invention auprès de votre employeur Valeo Climatisation par dépôt au Département Propriété Industrielle les 3 et 6 juillet, puis les 18 octobre et 29 novembre 2000, pour quatre inventions rappelées ci-après dans le tableau joint.

Il résulte incontestablement des termes mêmes de vos déclarations que Valeo est expressément désignée comme déposant du brevet, lui reconnaissant le droit de propriété qui est le sien sur lesdits brevets.

De même, en ce qui concerne ces inventions, elles ont toutes été réalisées dans le cadre de l'exécution de votre contrat de travail et notamment, vous précisez vous-même que la dernière s'appliquera à tous les actionneurs capteurs sur bus de climatisation et permettra de limiter le risque d'erreur au montage usine.

En conséquence, vous ne pouvez valablement tenter de revenir sur ce classement et refuser de signer les « déclarations d'invention de service » y afférentes qui vous ont ensuite été adressées soit par courrier interne, soit présentées pour signature.

Le 13 septembre 2000 par un e-mail adressé à votre supérieur, Monsieur Bruzy, vous avez refusé de signer les deux premières déclarations, refus que vous avez réitéré pour la quatrième invention par mail du 15 décembre 2000, et verbalement auprès de Monsieur Gérard, responsable Propriété Industrielle de Valeo Thermique Habitacle le 18 décembre 2000 pour la troisième invention.

Pour justifier votre position, vous avez indiqué que « les domaines d'application de ces inventions sont très nombreux et sortent du cadre de l'activité de Valeo », suggérant par là que ces inventions seraient hors mission.

Or, tel n'est nullement le cas.

Par la présente, et conformément à l'article 6 du décret du 4 septembre 1979 relatif aux inventions de salariés, Valeo tient à maintenir sa position sur le classement et s'oppose à toute tentative de classement de votre part « hors mission » qui ne correspond nullement à la réalité et à nos relations contractuelles.

Valeo entend par la présente vous préciser les motifs du classement que pour sa part elle retient pour ces quatre inventions.

Vous avez été embauché le 1^{er} octobre 1999 comme Ingénieur Architecture Electrique Actionneurs et Capteurs au sein de la Direction Recherche et Développement de Valeo Thermique Habitable .

Votre contrat d'embauche précise d'ailleurs (Articles 7 et 9) que vous avez une mission inventive dans ce domaine et mentionne que les résultats de tous les travaux ou études exécutés et intéressant les divers domaines d'activité de la société appartiennent de plein droit à celle-ci.

Dès lors, les inventions résultats de ces travaux ou études qui vous ont été confiés et qui ont été réalisés dans le cadre de l'exécution de votre contrat de travail sont la propriété de votre employeur.

C'est en effet dans le cadre de ces recherches d'architecture électrique visant des actionneurs et des capteurs que vous avez effectué les inventions ci-dessus mentionnées.

De ce fait, **ces inventions sont propriété de Valeo** ainsi que le prévoit le premier alinéa de l'article L 611-7 du Code de la Propriété Intellectuelle qui mentionne :

« Les inventions faites par le salarié dans l'exécution, soit d'un contrat de travail, soit d'études et de recherches qui lui sont explicitement confiées, appartiennent à l'employeur... »

Le fait que ces brevets peuvent trouver des applications nombreuses ne change rien aux circonstances dans lesquelles ces inventions sont nées au cours de votre fonction d'ingénieur de recherches de la Direction R&D de Valeo Thermique Habitable.

Je vous invite donc à vous rapprocher du Département Propriété Industrielle en vue de signer les Déclarations d'invention de mission pour chacune de ces inventions.

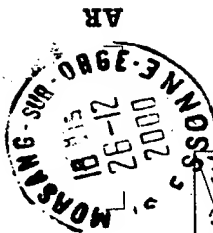
Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées

Ludovic Poncin
Responsable Ressources Humaines

LA POSTE

RA 5979 8176 1FR

AVIS DE RÉCEPTION
DE VOTRE ENVOI
RECOMMANDÉ



Présenté le :

Distribué le :

Signature du destinataire :

[Signature]

~~Monsieur Bruno GRENDEL
de la Petite Houye
786 10 Auffargis~~

RETOUR À :

~~Volga Thermyque Habitat de
André POKIN
8 rue Louis Lemaire
78300 de Vaux
Cedex~~

AVIS DE RÉCEPTION

SIREN 356 000 000 RCS NANTERRE

Bruno GRENDENE
46, rue Paul Eluard
91 390 Morsang s /o
01 60 15 12 11

Rambouillet, le 27 janvier 2001

à

VALEO
Service des Ressources Humaines
Monsieur Ludovic PONCIN

LETTRE recommandée avec AR

Objet : Réponse à votre lettre recommandée du 21/12/00

Monsieur,

Je me permets de vous donner ma réponse à votre courrier du 21 décembre 2000, qui n'a pas manqué de me surprendre.

En effet, concernant les quatre brevets dont je suis l'inventeur unique, vous me reprochez de n'avoir pas voulu signer les DIS correspondants et ce par lettre recommandée.

Je crains de ne pas bien comprendre ce geste, qui a peut-être été fait trop hâtivement, sans avoir entendu des explications de ma part.

Dès la remise des deux premiers DIS, j'ai notifié le 13 septembre 2000 par mail, aux deux responsables du service brevets à l'époque, mon refus de signature, en le motivant. Ce refus de ma part n'a donc rien de nouveau. De plus, je n'ai pas trace de relance de la part de ma hiérarchie, si ce n'est un mail de la part de Monsieur Castellani daté du 19 décembre 2000, soit les veilles de nos vacances, deux jours avant votre lettre, alors que j'étais en formation.

De plus, courant décembre, j'ai demandé à Monsieur Michel Gérard, responsable du service brevet, de me confirmer que ce refus de signature ne gênait en rien le dépôt desdits brevets. Ce à quoi il m'a répondu que non dans l'immédiat.

Voilà pourquoi aujourd'hui, je ne peux comprendre ce qui a pu motiver l'envoi précipité de votre courrier.

En ce qui concerne les dates de déclaration d'invention, dans votre courrier. Je tiens à vous indiquer que j'ai signalé bien avant à ma hiérarchie et à Monsieur Ben Fredj alors responsable du service brevet la nature de mes deux premiers brevets. J'ai trace d'un mail daté du 15 mai 2000, déclarant l'invention THF 1136. Une réunion le 31 mai 2000 a eu lieu et les 2 premiers brevets ont été décrits clairement. De part leurs principes simples, j'ai toujours souhaité qu'une demande de rédaction de brevet soit menée au plus tôt, en précisant le risque de trop attendre, vu que nos fournisseurs travaillaient également activement sur ces sujets, que leur présence à nos réunions et le flou au niveau des signatures d'accord de confidentialité pourrait porter préjudice à la société.

Je conteste donc la date du 3 juillet 2000 comme date de déclaration d'invention.

J'ai toujours cherché de par mes activités au sein de Valeo à faire avancer les choses dans le bon sens, en donnant le meilleur de moi-même. Je vous renvoie aux termes de votre courrier du 1^{er} septembre 2000 où vous convenez de mes bons états de service.

Je me suis également attaché à faire tout mon possible pour que le fruit de mon innovation technique soit concrétisé rapidement par des brevets stratégiques à mes yeux. C'est pourquoi j'ai été fortement déçu d'apprendre dans le courant du mois d'août qu'un brevet apparemment équivalent avait été déposé par un de

nos fournisseurs allemands le 26 juillet 2000 sous la référence interne du fournisseur : 10036247. Notre brevet a été rédigé avec ma collaboration par le cabinet Ores en 2 jours.

Je ne peux que constater que mes inquiétudes écrites par mail et orales, dès la réunion du 31 mai 2000 étaient bien réelles.

Je me permets également de vous apporter une information juridique concernant les inventions de salariés. Selon toute vraisemblance, La loi du 26 novembre 1990 a rendu obligatoire la rémunération du salarié inventeur, cette rémunération ne peut être fixée discrétionnairement par l'employeur. Cela est confirmé par la jurisprudence (CA Paris 12 mai 1987, DB, 87, IV, 7). Cette Loi semble donc être en désaccord avec mon contrat de travail et avec la convention collective rattachée (article 26 : inventions et brevets) auquel vous faite référence dans votre lettre.

La loi fixe le principe du versement d'une rémunération supplémentaire et la convention collective ne peut déroger à la règle qui indique que l'inventeur salarié doit bénéficier d'une telle rémunération. Comme vous le savez, la loi prime sur la convention collective et le contrat de travail qui en conséquence ne peuvent déroger à la loi que dans un sens plus favorable au salarié.

Par ailleurs, il faut peut être prendre en considération la date à laquelle la convention collective a été rédigée, en effet l'article L 611-7 a été modifié par la loi du 26 novembre 1990. Avant cette loi, le versement de la rémunération supplémentaire était une faculté pour l'employeur et ce n'est qu'après le 26 novembre 1990 que le versement de cette rémunération est devenu impératif.

D'après mes informations, la convention collective de la région parisienne que j'ai en ma possession date du 12 septembre 1983, cela peut expliquer des dispositions apparemment contradictoire avec la loi.

C'est pour cette unique raison que je n'ai pas souhaité signer les quatre déclarations d'invention qui m'ont été présentées, car une fois signée, je reconnais à Valeo « le droit d'exploiter à son profit lesdits inventions et brevets », risquant d'abandonner par là même toute possibilité de rémunérations, suite aux incertitudes qui planent aujourd'hui entre nous, autour de la rémunération de ces brevets.

Croyez bien, Monsieur, que je regrette sincèrement cette situation, car je me suis toujours attaché de donner le meilleur de moi-même pour Valeo. Je souhaite très sincèrement que la situation quelque peu complexe devienne plus claire pour nous deux et que tout rentre dans l'ordre.

Dans l'attente de vous revoir prochainement, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Bruno GRENDENE



**THERMIQUE
HABITACLE**

Ludovic PONCIN

8, rue Louis Lormand
B.P. 13
78321 La Verrière Cedex
France
01/02/2001 19:39:36
Télex : 697 977 F
Fax : (33) 01 34 61 58 98

Pour : Bruno GRENDENE/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
cc : Andrea CASTELLANI/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Michel
GERARD/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Christophe BRUZY/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
Objet : Réf. : dis

Bruno,

Suite à ta demande nous nous sommes vus hier.

Durant cet entretien, tu m'as expliqué que tu n'envisageais la signature, demandée à maintes reprises, des Déclarations d'invention de mission que dans la mesure où l'entreprise faisait un geste en te proposant une révision salariale.

Bien évidemment, je t'ai expliqué qu'il n'était nullement question pour nous de mélanger une obligation contractuelle de ta part avec une demande de révision salariale. Cet échange s'apparente à un marchandage inacceptable pour l'entreprise.

Je te demande d'adopter immédiatement un comportement professionnel conforme à ce que l'entreprise est en droit d'attendre d'un de ses collaborateurs et de bien vouloir signer les documents demandés demain vendredi 2 février au plus tard.

Dans le cas contraire, je me verrai dans l'obligation d'acter ce comportement de manière plus officielle.

Salutations.


Ludovic

----- Envoyé par Ludovic PONCIN/Laverriere/VCC/VALEO le 01/02/2001 19:24 -----



Ludovic PONCIN

26/01/2001 21:04:12

Pour : Bruno GRENDENE/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
cc : Andrea CASTELLANI/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Michel
GERARD/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Christophe BRUZY/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
Objet : Réf. : dis 

Bruno,

Je ne veux pas rentrer, ni dans les détails, ni dans une polémique, mais je te rappelle tout simplement que je t'ai fait parvenir un courrier recommandé le 21 décembre dernier dans lequel je te demande de te rapprocher du Département Propriété Industrielle afin de signer les

VALEO CLIMATISATION
Siège Social
8, rue Louis Lormand - B.P.13
78321 La Verrière Cedex - France
S.A. au capital
de 141.953.310 Euros
RCS Versailles N. 200 077 000

Déclarations d'invention de mission.

Si tu regrettes réellement cette situation, apporte en la démonstration concrète en faisant en sorte que les documents demandés soient signés de ta part dans le courant de la semaine prochaine. Dans le cas contraire, j'acterai que ces courriers ne sont pas signés conformément à tes obligations contractuelles et à ma demande officielle.

Cordialement.

Ludovic

Bruno GRENDENE



Bruno GRENDENE

26/01/2001 10:00:00

Pour : Andrea CASTELLANI/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Ludovic
PONCIN/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Michel GERARD/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
cc : Christophe BRUZY/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
Objet : dis

Messieurs,

Je souhaiterais préciser par rapport au propos de Christophe Bruzy, que ma réponse n'a pas été aussi binaire, qu'elle peut paraître.

Elle s'appuie sur un ensemble d'éléments et de constatations sur lesquels je m'appuie, pour justifier un besoin de clarification et de communication.

Croyez bien que je regrette très sincèrement cette situation.

Salutations
Bruno Grendene



Christophe BRUZY

15/12/2000 13:51:37

Pour : Andrea CASTELLANI/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
cc : Michel GERARD/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Ludovic
PONCIN/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
Objet : signatures dis

Andrea,

Je te joins les courriers de Bruno concernant son refus de signer les DIS.

Cordialement,

Christophe

----- Envoyé par Christophe BRUZY/Laverriere/VCC/VALEO le 15/12/2000 13:46 -----



Bruno GRENDENE

14/12/2000 16:37:23

Pour : Christophe BRUZY/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
cc :
Objet : signatures dis

Christophe,

Comme convenu, je te confirme par ce mail, que je ne souhaite pas signer la DIS relative à l'adressage sur boîtier de climatisation, pour les mêmes raisons que j'ai exprimé il y a 4 mois (Cf. mail ci-dessous). Je te re-précise, que dans le cadre d'ARL2, il n'y a pas, à ma connaissance d'impact sur le droit d'utilisation de ce brevet par Valeo.

Bruno

----- Envoyé par Bruno GRENDENE/Laverriere/VCC/VALEO le 14/12/2000 16:31 -----



Bruno GRENDENE

13/09/2000 12:03:42

Pour : Mounir BEN FREDJ/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
cc : Michel GERARD/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO, Sophie
PRIVAT/Laverriere/VCC/VALEO@VALEO
Objet : signatures dis

Mounir,

Sophie m'a présenter 2 DIS à signer relatifs aux 2 brevets déposés le 3/08/00 dont je suis

l'unique inventeur.

Pour ces 2 brevets (blocage moteur pas à pas triphasé, adressage de périphériques sur bus), les domaines d'applications sont très nombreux et sortent du domaine d'activité de Valeo.

Je pense qu'il y a donc un caractère hors mission, d'où mon refus à ce jour de signer ces DIS.

Je souhaiterais en fait voir comment je pourrai profiter financièrement des éventuelles applications de ces brevets sur ces autres domaines. Nos collègues allemands en profitent déjà, même pour ce qui est des applications dans le cadre de leurs missions.

Salutations

Bruno